

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-lecons-du-feuilleton-budgetaire-US>

Les leçons du feuilleton budgétaire US

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mardi 29 octobre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après plus de deux semaines d'interminables négociations, la classe politique américaine a réussi à trouver un compromis sur les questions budgétaires.

Les États-Unis ont cependant frôlé le défaut et la nature même de ce compromis, qui ne fait que renvoyer à la mi-janvier les discussions sur le fond, ne plaident pas pour la stabilité du système budgétaire américain. Alors que le parti Républicain est de plus en plus pris en otage par son aile extrémiste, le « *Tea-Party* » [1], et que la légitimité du Président Obama s'effrite tant en politique intérieure qu'en politique internationale, on peut s'attendre à un renouveau des problèmes budgétaires à la fin de cette année. Dans le spectacle hollywoodien que nous donnent les États-Unis, il est clair qu'une « saison 2 », comme dans tout bon feuilleton télévisé, est déjà en préparation.

1. Que se serait-il passé dans le cas d'un défaut des États-Unis ?

Un défaut a été présenté comme un cataclysme épouvantable, une catastrophe sans égale [2]. Mais, c'est en réalité quelque peu exagéré, du moins à court terme. Une incapacité momentanée des États-Unis à payer leur dette (tant pour le principal que pour les intérêts) ne signifierait pas que le pays ne rembourserait rien de cette dite dette ni qu'il ne payerait plus d'intérêts. D'ailleurs, on savait que le Trésor des États-Unis avait les moyens de continuer les paiements jusqu'au 24 octobre. Certes, un défaut technique aurait déclenché des procédures juridiques innombrables, mais rien n'indique qu'il aurait provoqué la panique que certains redoutaient. Tout le monde aurait compris qu'il se serait agi d'un accident. Mais, cet accident aurait eu néanmoins des conséquences à terme, conséquences tant monétaires qu'économiques en raison de sa coexistence avec le problème budgétaire qui a suscité le « *shutdown* », soit le blocage d'une partie de l'administration fédérale. Notons d'ailleurs que le risque d'un défaut a fait passer le « *shutdown* » au second plan, mais que ce dernier est loin d'être négligeable dans ses répercussions économiques.

La première conséquence aurait été la dégradation immédiate de la note des États-Unis, et donc l'augmentation brutale des taux d'intérêts que devraient payer tous les acteurs américains. Les agences de notation avaient émis des avertissements très clairs à cet égard. Or, l'économie américaine est très largement tributaire du crédit, et donc des taux d'intérêts, que ce soit pour la consommation des ménages ou pour l'investissement des entreprises. L'endettement des ménages atteint pratiquement les 100% du PIB. Une telle hausse aurait eu des conséquences très négatives sur la croissance, qui serait tombée de 2,2% (son niveau actuel) très probablement vers 1% voire vers 0%. La seconde conséquence, qui aurait pu compenser en partie la première, serait une chute du Dollar (USD). Le taux de change Euro/Dollar se serait alors envolé vers 1,45 USD voire 1,50 USD..

Une troisième conséquence, et qui est d'une certaine manière d'ores et déjà actée, provient de l'incapacité persistante du gouvernement usaméricain à engager les dépenses qui sont pour l'instant prévues mais non encore financées. C'est la conséquence la plus directe du « *shutdown* ». En fait, d'ores et déjà, de nombreux contrats concernant la défense sont en suspens. Ceci a contraint Boeing, qui n'est pas l'entreprise américaine la plus petite, à recourir massivement à des congés sans soldes tant que durerait le « *shutdown* » [3]. Un tel phénomène, en cas de blocage prolongé, se serait alors généralisé et il aurait touché très sévèrement le secteur des PME qui bénéficie d'une partie des contrats publics via le Small Business Act. Les chaînes de sous-traitance auraient été largement affectées, et en réalité elles l'ont déjà été de manière non négligeable. Cet effet direct ou « budgétaire » serait alors venu s'ajouter aux conséquences d'un défaut sur les taux d'intérêts. Les États-Unis auraient pu replonger brutalement dans la récession. De fait, même avec le compromis signé le mercredi 16 octobre dans la soirée, on estime à -0,5% l'impact du « *shutdown* » sur la croissance, qui passerait donc de 2,2% à 1,7%, au quatrième trimestre 2013.

Enfin, la quatrième conséquence, concerne le rôle du Dollar comme monnaie internationale de réserve. C'est là sans doute où les enjeux sont les plus importants. Il est clair que si les États-Unis avaient été déclarés, ne serait-ce que « techniquement », en défaut, le Dollar aurait été de plus en plus attaqué. Ce n'est d'ailleurs pas l'Euro qui en aurait profité car la zone Euro aurait été touchée de plein fouet par la récession américaine. Mais cela aurait donné un nouvel élan tant à la Russie qu'à la Chine pour chercher à mettre en oeuvre une nouvelle monnaie internationale [4] . Depuis la crise de 2007, on constate que le Dollar et l'Euro baissent de concert dans les réserves des Banques Centrales. En fait, la crédibilité du Dollar est atteinte depuis longtemps, et un défaut, même momentanément, ne ferait qu'accélérer les choses.

Ces conséquences auraient incontestablement été sérieuses. Mais nous sommes loin des prédictions apocalyptiques formulées par Jamie Dillon, le CEO de JPMorgan Chase & Co. ou de Anshu Jai, co-CEO de Deutsche Bank.

II. L'absence de défaut signifie-t-il un « retour à la normale » ?

Le risque d'un défaut a donc été momentanément écarté. Mais, le compromis du mercredi 16 octobre ne règlera rien, et de cela tout le monde est bien conscient tant à Washington que dans les capitales étrangères.

L'opposition entre Démocrates et Républicain est bien plus qu'une simple opposition politique. Il s'agit d'un affrontement entre deux cultures politiques absolument contradictoires, l'une centrée sur le développement de l'État fédéral et l'autre sur le repli sur soi, une forme d'isolationnisme aux relents de fondamentalisme chrétien. D'ailleurs, les députés de la fraction « *Tea-Party* » du parti Républicain promettent de repartir à l'offensive et pourraient bloquer le processus législatif pendant de longs mois. Dans ces conditions, il est très peu probable que l'on assiste lors de la « conférence budgétaire » qui doit se dérouler dans les semaines qui viennent à un compromis assurant la stabilité à l'État fédéral. Le compromis boiteux qui a été trouvé n'aura pas des conséquences très différentes de celles d'un défaut !

En effet, les agences de notation vont à terme (dans les trois mois probablement) dégrader la note des États-Unis. Comme on l'a dit, cela provoquera une hausse des taux d'intérêts qui aura des conséquences très néfastes, non seulement sur la croissance américaine, mais aussi, en se répercutant de proche en proche, en Europe. De plus, on peut penser qu'en l'absence d'un consensus sur le budget des coupes automatiques auront lieu sur les dépenses budgétaires. Toutes choses étant égales par ailleurs, ceci aura des conséquences néfastes pour les contractants, tant les grandes entreprises que les PME, du gouvernement fédéral. L'économie américaine ne bénéficiera pas d'une dévaluation importante comme cela aurait été le cas dans la perspective d'un défaut, même si le taux de change Euro/Dollar pourrait continuer dans un premier temps à monter jusqu'à 1,38 USD.

Enfin, et c'est le plus important, la crédibilité du Dollar comme monnaie internationale est aujourd'hui durablement atteinte, quoi que moins vite que dans le cas d'un défaut. Bien entendu, le Dollar continue de bénéficier d'avantages importants en matière de liquidité. La perspective qu'il soit détrôné comme monnaie de transaction internationale, en particulier dans les marchés des matières premières, est très faible.

La question du défaut, même si elle est éminemment symbolique, n'est ainsi pas la plus importante. La crédibilité du Dollar a été affectée par la crise budgétaire en dehors même d'un défaut. Par ailleurs, la croissance des États-Unis reste très fragile et ne résistera pas à ces crises et psychodrames budgétaires à répétition qui sont prévisibles à relativement court terme. Nous iront donc vers une crise grave qui remettra en cause tant le système monétaire international que les systèmes régionaux, comme l'Euro.

Jacques Sapir pour RiaNovosti

[RiaNovosti](#). Moscou, 21 octobre 2013

Post-scriptum :

* **Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est *La Démondialisation* (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Ce mouvement, aux racines fondamentalistes chrétienne, a pris pour emblème un épisode célèbre de l'indépendance des États-Unis, quand des militants indépendantistes allèrent jeter des ballots de thé dans le port de Boston pour protester contre le monopole commercial imposé par la Grande Bretagne, d'où le nom de « *Boston tea party* ».

[2] Jesse Hamilton « [JPMorgan's Dimon Joins Jain Warning U.S. Against Default](#) », Bloomberg, 12 octobre 2013,

[3] Challenges.fr, « [Shutdown : Boeing menace de mettre des salariés en congés sans solde](#) », 12 octobre 2013,

[4] Le Monde.fr et AFP, « [Un média chinois appelle l'économie mondiale à se "désaméricaniser"](#) », 13 octobre 2013.